

PRÉFACE

Julian Priestley

Extrait de :

Salvatore Signorelli, « L'UE et les opinions publiques : je t'aime, moi non plus ? », *Études et Rapports* n° 93, *Notre Europe – Institut Jacques Delors*, novembre 2012.

Les sondages d'opinion publique constituent désormais presque partout un outil classique de gouvernance. Malgré le retard des institutions de l'Union européenne sur les États membres, les problèmes de légitimité, combinés à la complexité de la communication dans une Union de 27 États membres, ont conduit la Commission européenne puis le Parlement européen à utiliser les sondages comme un élément classique de l'élaboration des politiques, que ce soit en amont ou en aval de la prise de décision, les sondages devenant ainsi un moyen d'information de l'opinion publique par les institutions mais aussi, inversement, des institutions par l'opinion publique. Au fil du temps, la sophistication des techniques employées et l'éventail des outils disponibles ont connu une remarquable évolution.

L'Eurobaromètre constitue le principal instrument utilisé. Dans cette étude réalisée pour *Notre Europe – Institut Jacques Delors*, Salvatore Signorelli, docteur en sciences politiques, nous raconte l'histoire des sondages des opinions publiques européenne, en dressant un portrait fascinant des promoteurs initiaux du projet. Son expérience à la Commission européenne et au sein de l'unité Suivi de l'opinion publique du Parlement européen lui permet de nous raconter dans les moindres détails comment les institutions en sont venues à adopter ces méthodes.

L'histoire des relations de l'Union européenne avec les opinions publiques est mouvementée, depuis l'approche fonctionnaliste des années 1950 qui mettait pour ainsi dire un point d'honneur à tenir les citoyens à distance de la prise de décision jusqu'au « Plan D comme démocratie » de la Commission en 2005, qui constituait une sorte de réaction de panique aux échecs des référendums français et néerlandais sur le traité constitutionnel. Il s'agissait de résoudre le problème du déficit d'information tout en sanctuarisant l'utilisation des sondages par les services de la Commission pour accompagner au quotidien leur

travail d'élaboration des politiques. À la lecture de la liste établie par l'auteur des politiques ayant fait l'objet de sondages délibératifs, d'enquêtes d'opinion, d'entretiens structurés et de groupes de discussion (*focus groups*), on ne peut que s'émerveiller de l'étendue de ces consultations. Et ces exercices servant de base à l'élaboration de politiques s'ajoutent aux rapports annuels sur l'état de l'opinion publique, sur les attitudes générales face à la construction européenne et sur les opinions des citoyens relatives aux perspectives futures. Salvatore Signorelli mentionne l'extraordinaire base de données de l'Eurobaromètre qui, sur plus de 38 années, a accumulé plus de 150 rapports annuels et impliqué 300 000 citoyens.

Dans ces conditions, si l'estime portée à l'Union européenne ne cesse de décliner, si le nombre de réponses positives à la question des bénéfices de l'appartenance à l'Union diminue et si la confiance envers les institutions baisse, ce n'est pas faute d'informations sur les attitudes, attentes et opinions des citoyens. Et ce n'est pas sous-estimer l'éventuelle utilité des sondages que d'affirmer que les problèmes d'acceptation et de légitimité de l'Union pourraient bien venir d'ailleurs.

Le premier problème identifié il y a 40 ans reste d'actualité. Les institutions européennes sont désormais mieux informées sur les préoccupations des citoyens mais ces derniers restent peu informés sur l'UE, malgré les efforts de la Commission, de ses représentations dans les États membres, du Parlement par le biais de ses vastes activités de communications et de ses députés. Le Parlement est fier, à juste titre, de son usage des nouveaux médias sociaux et de sa présence croissante sur Internet, sous toutes les formes possibles. Cependant, tant qu'un débat de qualité sur les choix à faire sur le futur de l'Europe ne sera pas organisé dans toute l'Europe, pas seulement épisodiquement à l'occasion de référendums ou des controverses sur les « *bail-outs* » successifs prévus dans chaque phase de la crise économique, mais de manière systématique, au quotidien, le déficit d'information persistera et nous ne tirerons pas pleinement profit de tout le potentiel offert par ces consultations et suivis réguliers des opinions publiques.

Tant qu'il n'existera pas de médias véritablement européens et que les opinions publiques européennes resteront un concept que l'on pourrait qualifié au mieux d'inachevé, ceux qui devraient être les protagonistes de ce débat

permanent sur les questions européennes, à savoir les partis politiques, ont tout leur rôle à jouer. Le meilleur moment pour organiser cette large consultation de toutes les opinions publiques est bien entendu l'élection du Parlement européen, l'ultime sondage d'opinion qui doit être l'aboutissement d'un débat dynamique et informé sur les questions et enjeux majeurs de l'intégration européenne.

Le recours excessif aux sondages d'opinion comporte néanmoins au danger. Comme le dit si bien Jacques Delors, cité par Salvatore Signorelli, le risque est que « les sondages d'opinion publique dictent les politiques ». Il est entendu que les responsables politiques doivent avoir toutes les informations nécessaires sur les opinions des citoyens, leurs attitudes à l'égard des politiques, leurs préjugés et attentes mais ensuite, c'est aux responsables politiques, et non aux groupes de discussion (*focus groups*), de décider. Sous-traiter la prise de décision aux sondages d'opinion constituerait l'ultime trahison de la confiance et de la responsabilité de la classe politique.

Alors que l'Europe nécessite plus que jamais un leadership courageux, l'heure est venue que les responsables écoutent l'opinion publique, disposent d'une analyse précise des opinions et attentes des citoyens et prennent ensuite les décisions dans l'intérêt général et de long terme, sans cesser son travail d'explication et d'information. La construction européenne a toujours été « difficile à vendre » à l'opinion publique, contrairement à l'euro-scepticisme, en raison de la recherche de cet intérêt général et de long terme ; elle nécessite certes un leadership ouvert, réceptif et transparent mais l'essentiel réside dans la qualité même de ce leadership.

Julian Priestley a été secrétaire général du Parlement européen entre 1997 et 2007. Désormais, il publie et s'exprime sur les questions européennes. Son dernier ouvrage Europe's Parliament; People, Places and Politics, co-écrit avec Stephen Clark et avec une préface de Jacques Delors, a été publié en 2012 par John Harper Publishing.